

## L'envers de la façade de Bawadi Mall

P.4

### Éditorial

Comme un soliloque

P.2

### Actualité Nationale

Accidents récurrents de la route : qu'attend le ministre de l'intérieur ?

P.6

Logement et urbanisme : qu'attend la ministre en charge ?

P.8

### Nos lecteurs ont du talent

A comme Asli et les siens (suite)

P.12

Actualité Nationale



### Actualités régionales

Les combats entre assaillants Shebabs et forces éthiopiennes continuent

P.9



### Actualités internationales

New York Times : "Où la Chine change ses manières diplomatiques (au moins un peu)"

P.11





## Éditorial : Comme un soliloque

Un signe de vie après la série sombre ? Il se demande, s'en pose la question. Il se sait à bout. Il sait aussi que cela se sait. Des souffrants comme des autres. Cela se sent, se voit, s'entend. C'est au-delà du dissimulable. Il est à bout d'énergie, de bonne santé, de capacité de travail. Sur fond d'âge avancé. Au point que, de plus en plus, il fait figure de fantôme. D'omniprésent à fantomatique, dure est la dégringolade.

Va alors pour un signe de vie, décide-t-il. Quoi exactement ? Où ? Quand ? Comment ? Fusent les questions basiques de toute initiative d'action. Action, c'est un bien grand mot dans son cas, disons plutôt signe. Quel signe de vie à lui possible ? Il tranche : parler un peu. Parler à l'économie. Où ? A un média qui, si possible, ne soit pas que local. Quand ? Avant de s'envoler vers l'étranger pour se faire resserrer les boulons usés d'un corps qui peine. Comment ? Essayer de répondre à des questions convenues posées par un journaliste qui ne soit pas pugnace. Des questions pour lesquelles il puisse réciter plutôt que de réfléchir.

Alors quel média ? Avec quel journaliste ? Il actionne ses servants du secteur qui s'activent en conséquence. Ils reviennent avec un média maniant une langue qu'il connaît, du moins en laquelle il communique comme il peut. L'organe n'est pas du pays dont il a peur pour une affaire d'avois en cours d'investigation. De même, le journaliste ne lui inspire point de crainte. Il est plutôt jeune et accommodant. La voie est donc dégagée pour tenter un exercice aux allures d'entretien. Dans un décor qu'il connaît pour s'y cramponner depuis longtemps.

Alors, il récite ses réponses au fil des questions que le journaliste lui pose sans pugnacité. Il suffit d'un peu d'attention pour s'en rendre compte. Mais là n'est pas l'important pour lui puisque, dans sa situation, la prise de parole même est le défi. Parler, juste parler, en un état qui ne soit pas trop piteux, pour prouver qu'il respire encore, telle est l'entreprise à réussir.

Et il parle. Sans plaisir. Il manque de munitions et de mordant. Il émet des mots creux et partant peu cré-

dibles. Le clou de sa causerie d'égro- tant, du moins ce qu'il souhaite tel, est une annonce. Annonce est un bien grand mot, disons une petite parole qui en rappelle d'autres. Du déjà-entendu. Du déjà-dit et redit. Il l'assène quand même de sa voix en partie éteinte. "Je parle encore, donc je suis encore", tel est ce que l'on retient de ses quelques minutes d'interview maison. Une interview assortie de quelques questions-réponses avec une petite poignée de figurants sommés de jouer les souffrants.

Ouf ! C'est fait ! a-t-il dû souffler à l'issue, sans probablement se sou-

cier de la réception de sa petite recette. Les récepteurs importent-ils pour lui ? Il a prononcé ses quelques paroles, certes péniblement en dépit de la préparation, certes en révélant que son état ne s'améliore point, mais il l'a fait. Il s'est exprimé avant de partir.

Reste que, par les souffrants comme par beaucoup d'autres, la recette est reçue comme un...soliloque sans intérêt.

S.A.H

## L'envers de la façade de Bawadi Mall



Situé au bord de la mer, sur la Route de Venise de la capitale djiboutienne, Djibouti-ville, le Bawadi Mall (centre commercial Bawadi en français) a été inauguré en mars 2018. Il a été construit par le groupe émirati Nayel & Bin Harmal, sur financement d'un cheikh de Dubaï nommé Nahil. Il se murmure avec insistance que la famille dictatoriale djiboutienne est l'associée de Nahil. A son inauguration par Ismail Omar Guelleh, la présidence de la République publiait cet article enthousiaste. "Complexe intégrant une série de centres commerciaux, le Bawadi Mall de Djibouti relève d'un investissement privé étranger. Le Cheick Nahil, de nationalité dubaïte, est le promoteur économique qui a financé la construction de ce

complexe commercial ; ce qui illustre bien, contrairement à ce qui a été rapporté ça et là ces jours-ci, au prolongement de la crise avec DP World au DCT de Doraleh, la nature cordiale et fraternelle des relations que nous avons avec les Émirats Arabes Unis et les ressortissants de ce pays frère. Le Bawadi Mall de Djibouti intègre une série de magasins de vêtements, des locaux dédiés à la vente des produits de luxe et de beauté, un café-brasserie, une enseigne de jouets pour enfants, un supermarché très connu dans le monde de la distribution alimentaire, des structures de vente de produits électroménagers et de meubles pour maison, un cinéma en construction... Une aire de jeux pour enfants jouxte aussi le complexe commercial qui, possède un énorme parking. La Bawadi Mall de Djibouti est de nature à contribuer à l'illustration de notre pays comme contrée abritant les structures commerciales et les grandes surfaces propres à tous les pays développés. Il a vocation aussi, en complément à la série de structures de même nature en projets de construction par le même promoteur, à disposer

à l'éclosion du tourisme national. Avec la réalisation d'une multitude de Mall de haut de gamme, notre pays aiguiserait effectivement sa capacité à attirer des touristes en provenance de la région et d'ailleurs. Ces derniers trouveraient ainsi sur place, outre la plage, la mer et le soleil très prisés par les touristes, le moyen de faire tous les achats et shoppings qu'ils veulent."(<https://www.presidence.dj/article/le-president-de-la-republique-inaugure-le-bawadi-mall-480>).

Ce que n'a pas dit l'article c'est que Bawadi Mall ne respecte pas les règles minimales d'assainissement et d'hygiène du milieu. Il rejette ses eaux usées du côté de la mer, juste derrière ses murs, dans une fosse qui déborde abondamment. Elles forment un lac nauséabond. De cet envers de la façade qui, elle, donne sur la Route de Venise, il se dégage, on l'imagine, de fortes odeurs. Sous un aspect insoutenable pour la vue.

Il n'y a là rien qui attire les touristes dont parle l'article, encore moins toute personne voulant respirer dans un environnement salubre. Ce n'est ni écologique, ni esthétique, ni même commercial.

Ainsi, à la place d'un "Mall haut de gamme", l'on assiste à un centre commercial qui baigne dans ses eaux usées, excréments et urines inclus.

Rien d'étonnant, direz-vous, s'agissant d'une réalisation de ce régime qui ne sait rien faire dans les règles de l'art et de la bonne gouvernance. Ce n'est certes pas sa première mauvaise réalisation, ni sa dernière s'il perdure, mais cela ne doit pas retenu de pointer cette plaie purulente de Bawadi Mall. Alors, à quand les soins ? A suivre de près.

S.I.M

## Accidents récurrents de la route : qu'attend le ministre de l'intérieur ?



Nous l'avons écrit et réécrit, les accidents de la circulation sont nombreux à Djibouti. Ils sont trop nombreux à l'échelle d'une petite population d'environ un million d'âmes.

Par exemple, à Djibouti-ville, il ne se passe pas un jour sans que des véhicules ne se percutent, ou ne percutent quelqu'un ou quelque chose. Il ne se passe pas un mois sans qu'il n'y ait un accident corporel, souvent meurtrier. Hors de la capitale, sur les routes qui la relient au reste du pays ou aux pays limitrophes, les accidents meurtriers où plusieurs personnes trouvent la mort, sont également nombreux. Pareillement, dans

les pays limitrophes, les accidents meurtriers impliquant des ressortissants djiboutiens sont fréquents.

Le dernier accident meurtrier de la circulation a ôté la vie à plus d'une personne à Bolli, dans la région de Tadjourah-ville, au nord du pays. Il est survenu samedi 30 juillet 2022, arrachant brutalement trois jeunes vies à la vie et blessant sept autres personnes. Un peu plus tôt, le 19 juillet 2022, sur la route reliant notre pays à l'Éthiopie via Ali-Sabieh, un autre accident meurtrier a emporté deux autres jeunes, une enseignante et un enseignant d'un lycée de la banlieue de Djibouti-ville. Le drame s'est produit en région somalienne d'Éthiopie, non loin de la petite ville ferroviaire Aysha'a.

La fréquence et la gravité de ces accidents ne peuvent pas ne pas interpellier tout être normalement constitué. Ils doivent notamment interpellier le ministre de l'intérieur, Saïd Nouh Hassan, qui est, à ce titre, en charge de la sécurité routière.

C'est la police, une institution sous sa tutelle, qui doit, en agglomération, faire respecter les règles de la sécurité routière. Hors agglomération, le ministre de l'intérieur s'appuie sur la gendarmerie qui, bien que rattachée au ministère de la défense, est à sa disposition pour emploi en vue du maintien de l'ordre et de la sécurité routière.

Alors pourquoi ne pas tenir à leurs obligations ces deux corps et exiger des résultats ? La sécurité routière passant aussi par la sensibilisation et l'éducation, pourquoi ne pas s'appuyer sur le ministère des transports, l'école, la société civile

(associations de quartiers, oulémas, médias et autres acteurs utiles), etc., bref sur les forces vives de la Nation, pour prendre à bras-le-corps ce problème préoccupant ? A quand une action à la hauteur du sujet, Monsieur le Ministre ? Est-ce parce que vous n'avez pas les moyens de votre action ? Qu'attendez-vous, dans ce cas, pour en tirer les conséquences : le dire et démissionner ? A suivre de près.

Mohamed Ibrahim

## Logement et urbanisme : qu'attend la ministre en charge ?



A Djibouti, c'est un euphémisme de dire que, au-delà du discours, l'urbanisme laisse à désirer. La situation relève du désastre. Bidonvilles en série, quartiers mal viabilisés, absences de jardins publics et autres aires de jeu dans les zones d'habitations, contrats de location-vente non respectés, etc. la liste des problèmes d'urbanisme est longue, bien longue.

Pourtant, la ministre en charge, Amina Abdi Aden, est une personne possédant les compétences nécessaires pour conduire une politique de logement et d'urbanisme digne de ce nom. Elle a suivi une

formation universitaire de haut niveau en urbanisme puisqu'elle a obtenu un DESS (Diplôme d'études supérieures spécialisées) dans les années 1980, soit l'équivalent d'un Master professionnel. Puis, elle a acquis une longue expérience professionnelle en la matière car elle a longtemps servi comme haut fonctionnaire dans l'urbanisme et le logement. Qu'attend-elle alors pour montrer de quoi elle est capable depuis toutes ces années où elle est au gouvernement, d'abord comme secrétaire d'État puis comme ministre de plein exercice ? Est-ce parce qu'elle n'a pas les moyens de son action ? Qu'attend-elle, dans ce cas, pour en tirer les conséquences : le dire et démissionner ? La balle est dans votre camp Madame la Ministre. A suivre de près.

Liban Ibrahim



### Les combats entre assaillants Shebabs et forces éthiopiennes continuent



Le mouvement terroriste somalien Shebab est passé à l'offensive contre l'Éthiopie voisine. Il a lancé une opération d'envergure mêlant tactique militaire classique et véhicules piégés en territoire éthiopien, ciblant au passage des camps de la police spéciale de la région fédérée somalie d'Éthiopie. Cette opération a débuté le 20 juillet 2022.

Objectif : pénétrer en Éthiopie et s'implanter sur les plateaux des régions oromo et somalie pour étendre ses actions terroristes à ce pays.

La Liu Police, police spéciale de la région somalie d'Éthiopie, a résisté aux attaques des Shebabas. Elle leur

a infligé des pertes. Elle en a subi aussi. Le commandement policier et les autorités politiques ont ensuite annoncé avoir neutralisé les assaillants et mis l'offensive en échec. La Liu Police a d'ailleurs reçu l'appui des forces armées fédérales éthiopiennes ainsi que d'unités de l'armée somalienne.

Pourtant, plusieurs jours après l'offensive terroriste, les combats semblent continuer. S'agit-il de pourchasser les derniers éléments terroristes qui ont franchi la frontière ? Ou de repousser de nouvelles attaques ?

Selon certains observateurs, le mouvement aurait profité du relâchement de la vigilance pour cause d'élections en Somalie, afin de préparer longuement son opération, avec enrôlement d'un nombre non négligeable de ressortissants éthiopiens, particulièrement des Somalis. Hommes et matériels auraient été organisés en unités opérationnelles qui seraient passées à l'attaque sur plusieurs axes. Cela expliquerait la difficulté des forces éthiopiennes

d'en venir à bout.

Face à la détermination des Shebabs, les drones américains seraient entrés en action contre les combattants du mouvement terroriste.

En tout cas, ces développements ne témoignent pas d'un affaiblissement des Shebabs, toujours bien implantés dans une large part de la Somalie

où l'État central et l'armée nationale restent en reconstruction.

N.H.S

### **New York Times : “Où la Chine change ses manières diplomatiques (au moins un peu)”**



Séries de visites express dans des pays en crise d'Afrique. Un centre sophistiqué de formation pour les politiciens à venir du continent. La perspective d'effacement de dettes majeures pour un pays africain favori. Comme les relations avec les États-Unis et l'Europe se détériorent, la Chine lance une offensive diplomatique en Afrique où elle domine le commerce avec les pays riches en ressources naturelles et entretient des liens amicaux avec la plupart des dirigeants autoritaires, libre de concurrence par l'Occident. La campagne chinoise pour cultiver les allégeances africaines fait partie d'une grande compétition

géopolitique en cours depuis le début de la guerre en Ukraine. Rivalisant d'influence en Asie, Pékin et Washington redoublent d'action, les États-Unis, l'Europe et leurs alliés démocratiques se positionnant contre la Chine, la Russie, l'Iran et d'autres autocraties. Intensifiant la compétition, le ministre russe des affaires étrangères, Sergey V. Lavrov, a entamé une tournée en Égypte, Éthiopie, Ouganda et République démocratique du Congo. Le texte en anglais est consultable sur ce lien : [Where China Is Changing Its Diplomatic Ways \(at Least a Little\)](#)”.

### Récit : Asli et les siens (Suite)

Dès les mois qui suivent son arrivée en ville, Da découvre que le pays traverse un moment de tension dont il apprend qu'il sort de l'ordinaire colonial. Il l'apprend par des bribes de conversations qui parviennent à ses oreilles attentives. Il l'apprend aussi par la circulation, dans les quartiers des colonisés, d'agents en uniforme, équipés pour la répression et prompts à boucler telle ou telle portion de la magala. Ce sont des gendarmes mobiles dits métropolitains (les colonisés les considèrent comme des colons en uniforme) et leurs auxiliaires colonisés. Ils sont mobilisés pour maintenir l'ordre, procéder à des arrestations souvent suivies d'expulsions vers la Somalie et intimider ainsi une population lasse de la soumission coloniale.

Il s'entend expliquer que, dans la foulée de la visite du général Charles de Gaulle d'août 1966 et des manifestations indépendantistes organisées à cette occasion mais réprimées dans le sang, est annoncé un référendum d'auto-détermination. Officiellement, il s'agit pour les colonisés de dire oui ou non à leur maintien

sous colonisation française. C'est lors d'un conseil des ministres tenu à l'Élysée en septembre 1966 que le "gouvernement a décidé que la population du territoire serait directement consultée à ce sujet par la voie d'un référendum avant le 1er juillet 1967". Cet événement est en préparation qui, entre autres abus, prendra date, dans l'histoire de ce qui est alors appelé Côte française des Somalis (CFS), par le sang colonisé versé.

A celles et ceux des colonisés qui résistent et réclament l'indépendance, le référendum offre l'occasion de se compter. Ils sont convaincus d'être majoritaires à travers le pays. Est-ce pourquoi l'administration coloniale cherche à "montrer" qu'ils sont minoritaires ? En tout cas, elle actionne sa clientèle locale et intensifie le vieux diviser-pour-régner, redoublant d'assauts contre l'unité des colonisés. Sa ligne divisionniste vise notamment à désolidariser Somalis et Afars et à saper la cohésion du bloc somali.

Dans le quartier somali où il réside, quartier numéroté 6 et entouré

d'autres quartiers à population identique, le discours est résolument indépendantiste. Les colonisés qui collaborent avec l'administration coloniale, ne lui semblent ni nombreux, ni bruyants. Ils sont surnommés "catala", en allusion à un colon connu pour son réseau d'informateurs locaux.

Lorsque la date référendaire est fixée au dimanche 19 mars 1967, le climat sociopolitique se tend encore davantage. Comme si la mesure rendait l'enjeu plus concret et sa conscience plus aiguë. Les uns et les autres s'activent pour faire triompher leurs camps respectifs. Face aux indépendantistes emmenés par les leaders du PMP (Parti du mouvement populaire) tels que son président et député sortant Moussa Ahmed Idriss, non sans soutien de la République de Somalie où fonctionne encore une démocratie pluraliste, l'administration coloniale et ses supplétifs locaux sont mobilisés sous la houlette d'un nouveau gouverneur, Louis Saget. Ce dernier a été nommé en septembre 1966, peu après la visite du président De Gaulle, en remplacement de René Tirant en poste depuis fin novembre 1962.

L'administrateur Saget est un ancien de la Sûreté générale de l'Afrique occidentale française (AOF) mais aussi de Madagascar, une colonie où une insurrection indépendantiste a connu une terrible répression en 1947 et 1948. C'est l'une des raisons pour lesquelles le camp indépendantiste est persuadé que le référendum vise moins à recueillir la volonté populaire des colonisés qu'à "rétablir l'ordre". A suivre.